

ASSOCIATION SOLAGRO
CONSEIL EN ENERGIE, AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

75, Voie du Toec
31076 TOULOUSE CEDEX 3

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE N° 3/11501

COPIE

RAPPORTS GÉNÉRAL ET SPÉCIAL

sur les comptes annuels
au 31 décembre 2006

COPIES

RAPPORT GENERAL

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

COPIE

Mesdames,

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association ASSOCIATION SOLAGRO, tels qu'ils sont présentés aux pages 6 à ____ ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9, 1° alinéa, du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables

Identification du sujet et référence :

- le paragraphe « Stocks » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la définition et l'évaluation des stocks et des en-cours.

Résumé des diligences effectuées :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans le paragraphe de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables importantes

Identification du sujet et référence :

- les fonds dédiés sur subventions et l'éligibilité des dépenses mentionnées dans les comptes d'emploi ;
- l'assujettissement à la TVA de certaines subventions provenant de contrats cadres émis par la Commission Européenne.

Résumé des diligences effectuées :

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association sur la base des éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Conclusions

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux membres de votre association sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à TOULOUSE, le 17 mai 2007

COPIE

Pour @ec Audit,

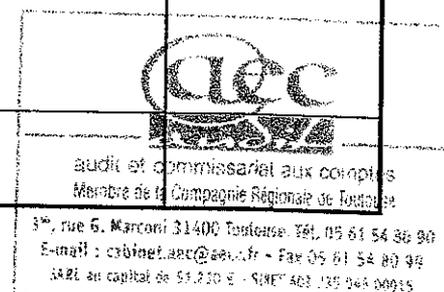
Denis LESPRIT, Commissaire aux comptes

Bilan actif

Page I

	Brut	Amort. & Prov.	31/12/06	31/12/05
ACTIFS IMMOBILISES				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissements				
Frais de recherches & développement				
Concessions, brevets, licences, ...	2 615	1 336	1 278	
Fonds commercial (1)				
Autres				
Immobilisations incorp.en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Instal. techn., matériel & outil. indust.	6 502	6 502		
Autres	77 712	43 505	34 206	35 516
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobil. financières (2)				
Participations				
Créances ratt. à des participations				
Titres imm. de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés	1 000		1 000	1 000
Prêts				
Autres	1 864		1 864	1 619
TOTAL I	89 694	51 344	38 349	38 135
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières prem. et autres approvision.				
En-cours prod. (biens et services)(a)	114 523		114 523	64 187
Produits intermédiaires et finis	8 536		8 536	13 547
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes	1 317		1 317	
Créances (3)				
Usagers et comptes rattachés	445 460		445 460	626 129
Autres	4 153		4 153	6 520
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	86 241		86 241	23 230
Charges constatées d'avance (3)	4 127		4 127	4 831
TOTAL II	664 357		664 357	738 445
Charges à répartir sur plus. exer. (III)				
Primes de rembours. des empr. (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	754 051	51 344	702 707	776 581
ENGAGEMENTS RECUS				
Acceptés par les organes compétents				
Autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à faire				
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an				

(a) A ventiler, le cas échéant entre biens, d'une part, et services d'autre part.



Bilan passif

Page 2

	31/12/06	31/12/05
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	131 150	123 417
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau (a)	2 321	2 321
Résultat de l'exercice [excédent ou déficit] (b)	17 751	7 732
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
- Apports		
- Legs et donations		
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs (a)		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
TOTAL I	151 222	133 471
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
FONDS DEDIES		
Sur subventions fonctionnement		
Sur autres ressources		
TOTAL III		
DETTES (1) (d)		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	116 118	53 439
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (c)	145 285	65 366
Dettes fiscales et sociales	151 850	127 165
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	13 969	7 227
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	124 261	389 910
TOTAL IV	551 484	643 110
Ecart de conversion Passif V		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	702 707	776 581
ENGAGEMENTS DONNES		
(1) Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an		
(2) Dont cbc et soldes créditeurs de banques	78 289	16 433
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) Montant entre parenthèses ou précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit de déficits reportés.

(b) Montant entre parenthèses ou précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit d'un déficit.

(c) Dettes sur achats ou prestations de services.

(d) A l'exception, pour l'application du (1), des avances reçues sur commandes en cours.

Compte de résultat suite

	du 01/01/06 au 31/12/06	du 01/01/05 au 31/12/05	Variation	
			en valeur	en %
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amort. et aux provisions				
Intérêts et charges assimilés	3 773	1 669	2 104	126,02
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
TOTAL VI	3 773	1 669	2 104	126,02
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	- 3 773	- 1 669	- 2 104	-126,02
RESULTAT COURANT (I-II+III-IV+V-VI)	18 943	10 375	8 568	82,58
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	813		813	
Sur opérations en capital				
Reprises sur prov. et transferts de charges				
TOTAL VII	813		813	
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	389	2 150	- 1 761	-81,90
Sur opérations en capital				
Dotations aux amort. et aux provisions				
TOTAL VIII	389	2 150	- 1 761	-81,90
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	424	- 2 150	2 574	119,73
Impôts sur les bénéfices (IX)	1 616	492	1 124	228,46
+ Report de ress. non util. des exerc. antérieurs (X)				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (XI)				
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII+X)	1 075 266	826 390	248 875	30,12
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+XI)	1 057 514	818 657	238 856	29,18
EXCEDENT OU DEFICIT	17 751	7 732	10 018	129,56
EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Produits				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL				
Charges				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite des biens				
Personnel bénévole				
TOTAL				
(1) Dont produits aff. à des exerc. antérieurs				
(2) Dont charges aff. à des exerc. antérieurs				
(a) A inscrire, le cas échéant, sur des lignes distinctes				
(b) Stock final moins stock initial - montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-).				
(c) Y compris droits de douane				
(d) Stock initial moins stock final : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-).				
(e) Y compris éventuellement dotations aux amortissements des charges à répartir				

Identification de l'entreprise

Désignation de l'association : ASS SOLAGRO ASSOCIATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/06, dont le total est de 702 707 E et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un excédent de 17 751 E

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/06 au 31/12/06.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le par les dirigeants de l'association.

COPIE

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changements de méthode

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999

la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983

le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983

les règlements comptables :

- 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
- 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
- 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs

Pour la première application des règlements comptables 2002-10 et 2004-06, la société a opté pour un traitement prospectif. Cette option n'a pas entraîné un impact sur les capitaux propres d'ouverture.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode *premier entrée, premier sorti*.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

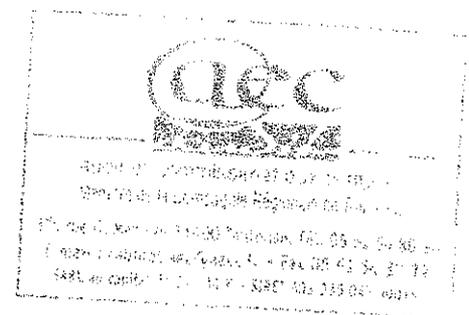
Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Elements de plusieurs postes du bilan

Page 41

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par des effets de commerce
	liées	avec lesquelles la société a lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Capital souscrit appelé non versé			
Valeurs mobilières placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			



Etat de l'actif immobilisé 2054

Page 42

CADRE A : IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D TOTAL 1			
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2			2 615
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales, agencement.			
Installations techniques, matériel et outillage ind.	6 502		
Installations générales, agencs., aménrgts. dives			
Autres matériels de transport	14 924		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	63 010		13 418
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL 3	84 437		13 418
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	1 000		
Prêts & autres immobilisations financières	1 619		250
TOTAL 4	2 619		250
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	87 057		16 283

CADRE B IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
	Par virement	Par cession		
Frais d'établissement R&D TOTAL 1				
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2			2 615	
Terrains				
Constructions	sur sol propre			
	sur sol d'autrui			
	Inst. gales., agencs. et am. const.			
Installations techniques matériel et outillage			6 502	
Autres immo. corporelles	Inst. gales., agencs., amé- nagement divers			
	Matériel de transport		14 924	
	Matériel de bureau & informatique		13 641	62 787
	Emballages récupérables & divers			
Immobilisations corporelles en cours				
Avances & acomptes				
TOTAL 3		13 641	84 214	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			1 000	
Prêts & autres immobilisations financières			1 864	
TOTAL 4			2 864	
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)		13 641	89 694	

Etat des amortissements 2055

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement	TOTAL 1				
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL 2		1 336		1 336
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	installations générales				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		6 502			6 502
Autres immobilisations corporelles	installations générales				
	matériel de transport	1 732	2 984		4 717
	matériel de bureau	40 685	11 742	13 641	38 787
	emballages récupérables				
	TOTAL 3	48 921	14 727	13 641	50 007
	TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)	48 921	16 064	13 641	51 344

Etat des amortissements 2055

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						Mouvements des amortissements à la fin de l'exercice
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES				
	Colonne 1 Différentiel de durée	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amort.fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amort.fiscal exceptionnel		
Frais d'établissements TOTAL I								
Autres immob.incorporelles TOTAL II								
Terrains								
Constructions	Sur sol propre							
	Sur sol d'autrui							
	Ins.gales.agenc. et am.des const.							
Inst. techniques mat. et outillage								
Autres immobilisations	Inst.gales, agenc. am.divers							
	Matériel de transport							
	Mat.bureau et inform. mobilier							
	Emballages récup. et divers							
TOTAL III								
Total général (I+II+III)								
Total général non ventilé des dotations		Total général non ventilé des reprises			Total général non ventilé dotations + reprises			

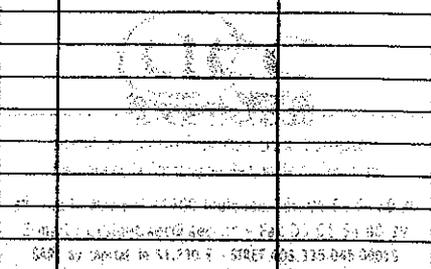
CADRE C	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				


 Cabinet Philippe ROUGIER
 21 - Rue St-Marc 31400 Toulouse - Tél. 05 61 34 60 00
 E-mail : cabinet.rougier@orange.fr • Fax 05 61 34 60 09
 SARL au capital de 15.000 € - SIRET 401 793 040 00017

Etat des provisions 2056

Rubriques	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participations				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL				
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciations des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

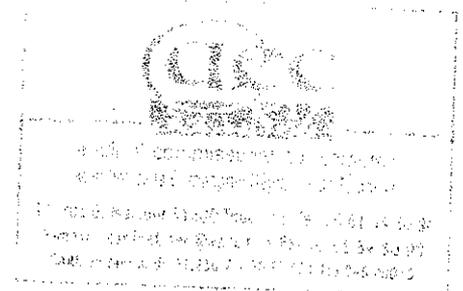
COPIE



 Chambre de Commerce et d'Industrie
 de la Seine-Saint-Denis
 10, rue de la République
 93000 Le Bourget
 Tél. 01 48 38 12 00
 Fax 01 48 38 12 01
 Site : www.cci93.com

Etat échéances créances et dettes 2057

CADRE A	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 864		1 864
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	445 460	445 460	
	Créances r. de titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée	4 153	4 153	
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)			
	Charges constatées d'avance	4 127	4 127	
	TOTAUX	455 605	453 740	1 864
Montant des	prêts accordés en cours d'exercice			
	remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés			



Etat échéances créances et dettes 2057

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine	78 289	78 289		
	à plus de 2 ans à l'origine	37 828			37 828
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	145 285	145 285		
	Personnel et comptes rattachés	67 020	67 020		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	49 479	49 479		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices	526	526		
	Taxe sur valeur ajoutée	22 637	22 637		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	12 186	12 186		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	13 969	13 969		
	Dettes représentatives de titres emp.				
	Produits constatés d'avance	124 261	124 261		
	TOTAUX	551 484	513 655		37 828
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

COPIE

RAPPORT SPECIAL

ASSOCIATION SOLAGRO
Conseil en energie, agriculture et environnement
75, Voie du Toec
31076 TOULOUSE CEDEX 3
PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE N 3/ 11501

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Mesdames,

Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à TOULOUSE, le 17 mai 2007

COPIE

Pour @ec Audit,

Denis LESPRIT, Commissaire aux comptes